



CANADA

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

71/5

LA CONFÉRENCE DES CHEFS DE GOUVERNEMENTS DU COMMONWEALTH À SINGAPOUR (I)

Déclaration du premier ministre, M. P.-E.
Trudeau, à la Chambre des communes le 1er
février 1971.

Il ne m'est pas possible, dans les quelques minutes que m'accorde le Règlement, de rendre compte à la Chambre, autrement que de façon sommaire, de la Conférence des chefs de gouvernements du Commonwealth qui s'est tenue à Singapour. Mais avec la permission des députés, j'aimerais faire part de certaines des impressions que j'en ai rapportées. Elles compléteront, je l'espère, les informations reçues de Singapour sous forme de communiqués, et les comptes rendus très complets qu'en a faits la presse.

Comme le sait la Chambre, c'était la première Conférence régulière du Commonwealth à avoir lieu ailleurs qu'à Londres, et la première, au niveau des chefs d'État, à se tenir en Asie. Le lieu était, à mon avis particulièrement bien choisi, car c'est en Asie qu'a été lancé le mouvement en vue de transformer le Commonwealth de son ancienne structure plus étroite en l'association largement représentative qu'il est actuellement, et, d'autre part, le lieu de rencontre se trouvant sur le continent asiatique, les délégués à la Conférence ont pu vivre et travailler dans une communauté qui a acquis récemment son indépendance et où l'harmonie entre les races est un impératif quotidien. Comme nous le savons, mais comme nous tendons à l'oublier dans l'immédiat de nos propres problèmes internes, une effarante proportion du monde est peuplée de gens qui sont désespérément pauvres et que l'expérience de colonisation a conduits dans bien des cas à douter des valeurs et de la sincérité des pays développés. Aussi, beaucoup trop souvent, "riche" et "Blanc" sont, à leurs yeux, des termes synonymes. Nous oublions ces fait à nos risques et périls.

On s'est vite rendu compte à Singapour que l'avenir du monde ne se fera pas nécessairement d'après les conceptions européennes. Le Commonwealth, tel qu'il apparaissait à Singapour, lançait des défis à l'ingéniosité et à la bonne volonté de ses membres à trouver des moyens de communiquer au-delà des divergences évaluées dans bien des cas en milliers de milles et en siècles d'expérience, sans toutefois insister sur la fidélité à des motions ou attitudes préconçues. En fin de compte, la valeur de la Conférence de Singapour

se décrirait mieux en termes de la compréhension acquise par les délégués que par la persuasion que chacun a tenté d'exercer.

La Conférence s'est penchée sur de nombreuses questions importantes parmi lesquelles la question litigieuse des ventes d'armes à la république d'Afrique du Sud venait en tête. Je suis soulagé, comme le sont, j'en suis certain, tous ceux ici présents, de ce que les membres après étude des facteurs relatifs à la sécurité des voies maritimes commerciales, soient tombés d'accord pour que soit constitué un comité chargé d'étudier le rapport de ces éléments avec l'océan Indien et l'Atlantique Sud, dans l'espoir de trouver des solutions à certaines différences ou divergences d'opinions complexes; je me réjouis aussi qu'une déclaration modifiée des principes du Commonwealth, d'abord présentée à la réunion sous sa forme essentielle par le présent Kaunda de la Zambie, ait rallié l'unanimité des suffrages. Chacun de ces faits a confirmé dans une grande mesure la conviction qu'ont la plupart des chefs de gouvernement de l'importance de l'Association du Commonwealth, organisme susceptible de contribuer de façon considérable à une meilleure compréhension par chacun, des idéaux, des aspirations, des craintes et des difficultés des autres, et de l'interdépendance croissante de tous dans un monde technologiquement compliqué.

A Singapour, l'ordre du jour a permis les discussions les plus variées sur les tendances politiques et économiques dans le monde, les conséquences possibles de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne, les divers programmes du Commonwealth et l'avenir immédiat du Commonwealth. A la réunion, le Canada a révélé qu'il était disposé à assumer 40 p. 100 du fardeau financier de l'expansion de la caisse de coopération technique du Commonwealth. Le Canada a aussi appuyé l'idée d'une formule de conférence moins rigide à l'avenir - formule qui supprimerait les pressions inutiles accompagnant à l'heure actuelle la préparation d'un communiqué acceptable; qui réduirait le nombre de déclarations rédigées à l'avance et permettrait aux chefs de gouvernements de profiter de la nature particulière des réunions. Tout le monde a été d'accord sur l'opportunité de ces changements et sur celle de préserver jalousement une occasion exceptionnelle de rencontres dénuées de formalités entre de si nombreux chefs de gouvernements.

La Conférence de Singapour ne m'a pas fait changer d'avis et, s'il est vrai que le Canada pourrait survivre sans le Commonwealth, j'ai la ferme conviction qu'il ne le ferait pas aussi bien qu'avec lui. La dissolution de l'association ne réglerait aucun problème; nul de ses anciens membres ne se trouverait en meilleure posture pour avancer ses intérêts. Le Commonwealth profite à tous ses membres et ne nuit à aucun. J'ai tout lieu de m'attendre que, l'importante déclaration du Commonwealth aidant, l'association se montrera capable d'apporter à l'enrichissement des relations humaines une contribution de la plus haute valeur. Les États membres ont une commune façon de s'exprimer, bien plus, ils parlent la même langue. Les autres pays nous envient sûrement la facilité des rencontres, la simplicité des abords et l'aisance des échanges qui en résultent.

A l'aller comme au retour, le voyage à Singapour m'a permis de faire de brefs séjours en quatre des nombreux pays qui, depuis plusieurs années, nous adressaient des invitations. Trois d'entre eux, le Pakistan, l'Inde et le Ceylan, sont membres du Commonwealth et comptent parmi les principaux et les plus anciens bénéficiaires de l'assistance économique du Canada. Avec les

journalistes et les photographes qui m'accompagnaient, j'ai visité plusieurs des grands ouvrages entrepris grâce à notre aide. Nos journaux ont publié des dépêches et des photos à ce sujet, de sorte que nos concitoyens savent maintenant mieux de quelle façon l'argent canadien sert à aider les populations moins fortunées que nous. J'ai constaté qu'en chacun de ces pays, on garde un excellent souvenir des visites qu'y avaient faites MM. St-Laurent, Diefenbaker et Pearson, anciens premiers ministres. Je dois ajouter qu'on s'est plu à évoquer maintes et maintes fois devant moi les longues pérégrinations accomplies en 1958 par le très honorable député de Prince-Albert, alors chef du Gouvernement.

Le quatrième pays que j'ai visité est l'Indonésie, ce géant du Sud-Est asiatique, que le Canada plaçait récemment au nombre des États bénéficiaires d'une aide concentrée, dans le cadre de son programme d'assistance, et dont une des personnalités les plus éminentes, le général Nasution, sera bientôt votre invité, monsieur le président.

En chaque pays, des entretiens avec le premier ministre ou le président, ainsi qu'entre les hauts fonctionnaires canadiens et leurs homologues, étaient au programme. Ces conversations en tête-à-tête, y compris celle qui eut lieu avec le Shah d'Iran, à la faveur d'une très brève escale dans son pays, m'ont permis d'apprendre de leur bouche même, en des circonstances exceptionnelles, quelles étaient les attitudes et la pensée des chefs d'État ou de gouvernement qui furent mes hôtes.

A Lahr, où notre avion s'est posé pour faire le plein, j'ai eu le plaisir de rencontrer bon nombre de nos militaires, avec leurs femmes et leurs enfants.

Partout où je me suis rendu, je suis heureux et fier de le signaler, le nom du Canada est tenu en haute et chaude estime. Le dévouement professionnel des représentants canadiens à l'étranger, qu'ils soient dans la fonction publique ou les Forces armées, qu'ils servent dans nos missions diplomatiques ou auprès des Nations Unies ou de l'OTAN, la qualité de nos programmes d'assistance, la valeur de nos relations commerciales et financières, la nature amicale et positive de nos politiques extérieures au sein des Nations Unies et ailleurs ont acquis au Canada au cours des années une réputation enviable. Je suis heureux d'ajouter que l'ingéniosité et la compétence des membres de mon groupe officiel et de l'équipage des Forces armées qui était chargé du transport ont contribué non seulement à assurer le succès de mon voyage, mais ont rehaussé partout le prestige du Canada. Je leur en suis reconnaissant et je les en remercie.

Je suis convaincu que tous les Canadiens conviendront que cette excellente réputation nationale impose à notre pays privilégié une obligation spéciale de conduire nos affaires, tant internes qu'externes, d'une manière conforme aux aspirations de tous les hommes de vivre dans un monde voué à la dignité humaine, à la justice et au progrès social. A cette fin, les Canadiens doivent tous s'engager consciemment à faire disparaître les préjugés raciaux, régionaux ou linguistiques car ils sont dégradants pour le monde, pour le Canada et pour nous comme individus.

A cet égard, je voudrais terminer en citant les trois phrases du

discours de fermeture du premier ministre Lee Kuan Yew, président de la Conférence de Singapour. Voici ce qu'il a dit:

D'une multitude de manières, la Conférence a reflété en miniature certains des aspects irréconciliables auxquels la communauté mondiale doit faire face. Il faut les rendre moins irréconciliables. Il sera trop coûteux et trop pénible à l'humanité si ces conflits ne sont pas tempérés par un esprit de fraternité universelle.

Le Canada ne peut vivre à l'écart du monde. Ce qui se passe dans les endroits les plus reculés nous touche, comme nous l'avons constaté maintes et maintes fois. Si nous pouvons influencer ces événements pour le mieux, en assistant aux conférences internationales importantes, et en rencontrant les chefs d'États amis, alors il incombe au Canada de le faire. Ce devoir ne découle pas d'un vague rôle international que le Canada devrait jouer. Le Canada doit agir selon qu'il conçoit ses objectifs et ses intérêts. Il est dans notre intérêt qu'il n'y ait pas de guerre raciale générale en Afrique dans un avenir rapproché ou lointain. Si la Conférence du Commonwealth en a réduit les risques, et si la délégation canadienne a contribué au succès de cette Conférence, alors, ses efforts n'ont pas été vains.

S/C